



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE PRESTATIONS D'EXPLOITATION FORESTIÈRE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE

MARCHE n° 2025-8400-007

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'exploitation forestière.

Les prestations principales sont l'abattage, le façonnage et le débusquage de bois majoritairement résineux dans le périmètre de l'unité territoriale de Saint-Claude, département du Jura de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Agence du Jura
535 Rue de Bercaille - 39000 Lons le Saunier

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur MOREL Pierre-Jean, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts.

Présentation de l'accord-cadre aux candidats intéressés	Une réunion publique d'information sera organisée, afin de présenter les grandes lignes de l'accord-cadre et répondre aux interrogations. - Date : MARDI 18 MARS 2025 à 17 h 30 Lieu : Mairie de Saint-Lupicin - Coteaux du Lizon, 2 Place de L'Hôtel de Ville, 39170 Coteaux du Lizon La participation à la réunion est facultative. Une inscription préalable est obligatoire par mail à coralie.lenne@onf.fr ou par téléphone au 06 10 32 44 90
Date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence :	JOUE : 19/02/2025 Site internet : www.marches-publics.gouv.fr
Date et heure limite de remises des offres :	L e 01/04/2025 à 12 h 00

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Agence du Jura, 535 Rue de Bercaille à 39000 Lons le Saunier, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 033 01.

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur MOREL Pierre-Jean, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est la responsable du service Bois de l'agence du Jura :

Coralie LENNE
Portable : 06.10.32.44.90
Email : coralie.lenne@onf.fr

1.4. Personnes auprès desquelles des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est le responsable de l'UT de Saint-Claude :

Steven BRET
Portable : 06.32.64.78.10
Email : steven.bret@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique et administratif est le responsable territorial des achats de Bourgogne – Franche Comté :

Olivier PETITLAURENT
Portable : 06.22.11.38.85
Email : olivier.petitlaurent@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire de la Direction Territoriale de Bourgogne – Franche Comté :

Laurent DECUP
14, Rue Plançon – CS 51581
25010 BESANCON Cedex
Portable : 06.68.03.16.37
Email : laurent.decup@onf.fr

2 CADRE DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'exploitation forestière.

Les prestations principales sont l'abattage, le façonnage et le débusquage de bois majoritairement résineux dans le périmètre de l'unité territoriale de Saint-Claude, département du Jura de la région Bourgogne-Franche-Comté.

L'exécution de cet accord-cadre est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations d'exploitation forestières en forêt publique dans sa version 9200-17-DCC-BOI-003 - version F – Mai 2022 – document joint au dossier de consultation -. Ces clauses sont consultables également en ligne sur le site www.onf.fr.

2.2. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77211100-3	Services d'exploitation forestière.
------------	-------------------------------------

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution mixte s'exécutant par bons de commandes et par marchés subséquents en application des articles L.2162-1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée d'un lot unique, donnant lieu à un marché, décrit ci-dessous :

Lot	Prestations Principales	Prestations complémentaires	Quantité estimative de commande <u>sur la durée totale du marché</u> (48 mois)	Quantité estimative <u>annuelle</u> de commande	Lieux d'exécution	Responsable en charge de l'exécution et du suivi
1	Abattage, façonnage et débusquage de bois majoritairement résineux	Voir documents. « CCATP et « AE »	40 000 m3	10 000 m3	Département du JURA – FC de l'unité territoriale de Saint Claude	Coralie LENNE Tél : 06.10.32.44.90 Email : coralie.lenne@onf.fr

Il n'y a pas d'engagement du pouvoir adjudicateur sur la réalisation de quantités de commandes tant minimales que maximales. Les quantités au sein du marché sont données à titre purement indicatif afin que chaque candidat puisse vérifier ses capacités techniques et humaines à exécuter les prestations demandées.

Pour le lot, la quantité annuelle maximale est 2 fois supérieure à la quantité estimative annuelle de commande.

Les commandes en marché subséquent n'entrent pas dans les quantités estimatives de commandes.

3.3. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Le lot est attribué à plusieurs attributaires selon la répartition suivante :

N° du lot	Prestations Principales	Nombre d'attributaires retenus
Lot 1	Abattage, façonnage et débusquage de bois majoritairement résineux	3

L'attribution du lot se fera sur décision du pouvoir adjudicateur, après application des critères d'attribution et vérification de la capacité technique et humaine du candidat à réaliser la quantité indicative associée. Un contact du soumissionnaire par le pouvoir adjudicateur avant l'attribution de l'accord-cadre sera possible afin de vérifier avec lui sa capacité à exécuter le lot et recueillir son accord.

3.4. Modalités d'attribution des bons de commandes

Les commandes – pour la partie exécutée sous forme de bons de commandes - seront attribuées aux titulaires dans des proportions indicatives explicitement définies (tableau ci-après avec le % indicatif de répartition).

Le marché étant mixte : pour la partie exécutée sous forme de marchés subséquents, les titulaires du lot de l'accord-cadre seront remis en concurrence sur la base de l'accord-cadre dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent. Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre la moins-disante (si le seul critère d'attribution est le prix) ou la mieux-disante (si plusieurs critères existent pour l'attribution). Les commandes en marché subséquent n'entrent pas dans les proportions indicatives de commandes.

Pour l'ensemble des lots, la répartition des commandes se fera en pourcentage du volume des commandes.

Les bons de commande seront adressés aux titulaires comme suit :

N° lot	1
Nombre d'attributaires auxquels le lot est attribué	3
% indicatif du volume des commandes du marché attribué à l'attributaire classé en 1 ^{ère} position	40 %
% indicatif du volume des commandes du marché attribué à l'attributaire classé en 2 ^{ème} position	30 %
% indicatif du volume des commandes du marché attribué à l'attributaire classé en 3 ^{ème} position	30 %

Néanmoins, dans l'hypothèse où le nombre d'attributaires serait insuffisant pour permettre de retenir le nombre de titulaires, la clé de répartition sera la suivante :

- S'il n'y a que 2 attributaires, la répartition se fera de la façon suivante : 60 % de la part du volume total des commandes du lot attribuée au titulaire classé en 1^{ère} position, et 40 % de la part du volume total des commandes du lot attribuée au titulaire classé en 2nde position ;
- Si un seul attributaire est désigné, la répartition s'effectuera comme suit : un pourcentage du volume total des commandes du lot sera attribué à cet unique titulaire en fonction de ses capacités, tandis que le pourcentage restant sera alloué par une procédure négociée (voir point 3.7) à un ou plusieurs autres attributaires.

3.5. Durée et prise d'effet de l'accord-cadre

La durée du présent marché est de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Le marché est reconductible dans les mêmes termes trois fois un (1) an par tacite reconduction sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, l'ONF notifiera sa décision au titulaire par courrier avec accusé de réception envoyé via la messagerie sécurisée de son profil acheteur (PLACE), 2 mois au plus tard avant l'échéance en cours.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à deux mois maximum.

3.6. Modalités d'attribution des lots infructueux.

Dans l'hypothèse où le lot de l'accord-cadre serait infructueux, en totalité ou partiellement, l'ONF signera des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence avec autant d'ETF que de besoin pour répartir le volume indiqué au marché. Les modalités d'attribution pourront donc être modifiées en conséquence.

3.7. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE) et/ou prestations complémentaires

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

Les prestations complémentaires des lots (descriptif et prix unitaire HT) sont indiquées au sein du document « BPU », ainsi que dans le Cahier des clauses administratives et techniques particulières « CCATP ».

4. CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

4.1. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4.2. Nature des contractants

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

Conformément à l'article R.2142-19 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le cas échéant et dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera l'exécution des prestations par les membres du groupement.

Les titulaires pourront sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Dans cette hypothèse, les titulaires demeureront personnellement responsables de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.

5. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

5.1. Modalités de retrait du dossier

Le dossier de consultation des entreprises est gratuitement mis à disposition par téléchargement sur le site Internet : www.marches-publics.gouv.fr

5.2. Composition du dossier

Le dossier de consultation des entreprises remis aux candidats comporte les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation
- Les Clauses Administratives et Techniques particulières (CCATP)
- L'Acte d'Engagement (à compléter)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (à compléter)
- Les Clauses Générales d'Achats des prestations d'exploitation forestières en forêt publique dans sa version 9200-17-DCC-BOI-003 - version F – Mai 2022—document joint au dossier de consultation -
- Le Cahier national des prescriptions d'exploitation forestière (CNPEF) – document joint au dossier de consultation
- La fiche de renseignement – mémoire technique (à compléter)
- DC1, DC2 et DC4 (à compléter, DC4 à compléter uniquement en cas de déclaration de sous traitance)

Les clauses générales d'achat des prestations (CGA) d'exploitation forestières en forêt publique et le cahier national des prescriptions d'exploitation forestière (CNPEF) sont joints au dossier de consultation et sont disponibles sur le site internet de l'ONF à la rubrique suivantes : [onf.fr/rubrique professionnels](http://onf.fr/rubrique_professionnels)

6. MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Tous les documents à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

6.1. Modalités de présentation des offres

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, les dossiers des candidats seront transmis par voie électronique sur la plateforme à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

6.2. Date limite de réception des plis

La date limite de remise des offres est fixée au :

Le 01/04/2025 à 12h00 (heure de Paris, France)

6.3. Contenu du pli

6.3.1 La candidature

Chaque candidat, y compris les cotraitants en cas de groupement d'entreprises, aura à produire un dossier de candidature complet comprenant les pièces ci-après.

1. ☐ **Soit la lettre de candidature (DC1)** mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement et l'habilitation du mandataire par ses cotraitants ;

☐ **Soit une déclaration sur l'honneur** dûment datée et signée par une personne habilitée à l'engager attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique ;

2. ☐ **et La déclaration de candidature (DC2)**

Sera annexé à cette déclaration le document suivant :

1. la copie du ou des jugements autorisant le candidat en situation éventuelle de redressement judiciaire, à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2143-7 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra produire en outre, avant notification de l'accord-cadre, les documents précisés à l'article 9 du présent règlement de la consultation.

6.3.2 L'offre

Elle comprend les pièces contractuelles suivantes :

1. ☐ **L'acte d'engagement et le Bordereau des prix unitaires** dûment complété, daté et signé par le représentant de la société ou toute personne ayant pouvoir d'engager la société.

2. ☐ **Un mémoire technique - fiche technique de renseignements**

Chacun des documents de l'accord-cadre énumérés ci-dessus doit être impérativement signé et daté par une personne habilitée à engager le candidat. La signature électronique n'est pas obligatoire, la signature manuscrite est acceptée.

Dans le cas de candidatures groupées, les offres présentées par des groupements doivent être signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

Les candidats peuvent présenter leurs sous-traitants à l'ONF (formulaire DC4), soit à la remise de leur offre, soit en cours d'exécution de l'accord-cadre. Un candidat qui envisage, dès la remise de son offre, de sous-traiter une partie des prestations doit en informer l'ONF. Conformément à l'article 5 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, relative à la sous-traitance, le candidat doit alors indiquer la nature et le montant de chacune des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel dans les conditions prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

NOTA : Dans le cadre de la généralisation de la dématérialisation, les candidats sont invités à indiquer leur adresse électronique (adresse mél). Il conviendra de préciser une adresse généraliste plutôt que nominative

afin d'assurer la transmission effective des correspondances. Cette adresse doit être clairement lisible. Il est conseillé de la mentionner en version informatique, plutôt que manuscrite, pour éviter toute confusion.

7. EXAMEN DES PLIS

7.1. Examen des candidatures

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture et à l'examen de l'offre relative à la candidature. Avant de procéder à cet examen, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui est fixé à 5 jours.

Au vu des pièces et renseignements figurant dans l'offre, sont éliminés conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7 du code de la commande publique, les candidats dont la candidature n'est pas recevable et/ qui ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes.

7.2. Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables telles que définies à l'article R.2152-1 alinéa 1 du code de la commande publique seront rejetées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra décider de mettre en œuvre les dispositions de l'article R.2152-2 et autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, et conformément à l'article R.2152-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, selon les critères énoncés et pondérés en pourcentage ci-dessous :

- Prix	60%
- Valeur technique de l'offre,	40%

La valeur technique est appréciée au regard des sous-critères suivants :

Critères de notation	Nombre de points sur 100
– en cas de demande de justificatifs à fournir à la réponse, l'absence de document correspond à une absence de réponse	
Qualifications – Certificats – (justificatifs à fournir impérativement à la réponse – à défaut notation nulle) <i>ETF Gestion Durable des Forêts, Démarche de qualité Forêt Défi, autres...</i> Certificat ETF Gestion durable des forêts (Qualiterterritoires) : 20 points Ou Démarche de qualité FORET DEFI : 20 points Ou Démarches en cours pour l'une des qualifications ci-dessus : 10 points	20
<u>Adaptation des moyens humains et matériels dont dispose l'ETF pour le débusquage :</u>	
<ul style="list-style-type: none"> Qualification reconnue et/ou expérience des chauffeurs d'engins Analyse du type de débusqueurs - Protection des sols, utilisation d'huile hydraulique bio, et âge du matériel Adéquation des moyens du soumissionnaire 	40
<u>Adaptation des moyens humains dont dispose l'ETF pour l'abattage :</u>	
<ul style="list-style-type: none"> Qualification reconnue et/ou expérience des bûcherons Adéquation des moyens du soumissionnaire 	30

<p><u>Evaluation de l'entreprise dans l'exécution des marchés en cours ou se finissant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Evaluation comprise entre 5,1 et 10/10 = de 5 à 10 points. ○ Evaluation inférieure ou égale à 5/10 = 0 point. <p>Barème de notation : tout ETF ayant obtenu une évaluation inférieure ou égale à 5/10 se verra attribuer une note de zéro.</p> <p>Les ETF ayant une évaluation comprise entre 5,1 et 10/10 sont notées selon leur performance dans l'exécution des marchés en cours ou se finissant.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Dans le cas où une ETF n'a pas d'évaluation, sa note pour ce critère sera de 5/10. 	10
---	----

- Formule de notation du critère prix :

1-(offre considérée - offre la moins disante) / (moyenne des offres) x poids du critère prix

Pour le lot, une offre de prix est demandée à la fois pour les prestations principales et pour les prestations complémentaires.

L'analyse des offres se fera par « simulation de commande », en reprenant les quantités de prestations principales et si besoins complémentaires, commandées sur une base annuelle.

L'analyse se fera en prenant l'addition des deux prix (abattage et débusquage) pour obtenir un prix TTC qui sera multiplié par la quantité estimative annuelle de commande avec ajout si besoin de prestations complémentaires, sur une base annuelle. La somme des prix formera « l'offre considérée ».

- Formule de notation de la valeur technique – uniquement si absence de détail dans les critères - :

La notation des sous-critères se fera de la façon suivante :

- 0 : pas de réponse au besoin formulé ou hors sujet
- 10 points : très bonne proposition technique, optimisée et répondant de façon très satisfaisante aux besoins.
- De 1 à 9 : notation suivant la qualité de la proposition technique
Evolution depuis : proposition technique insatisfaisante, non adapté au besoin formulé : offre de très faible qualité, ou très incomplète.
À : proposition technique de faible qualité, offre standard ne collant pas aux préconisations formulées.
Puis : proposition technique de moyenne qualité, incomplète, imprécise nécessitant des ajustements mais témoignant de la compréhension des enjeux et du besoin.
Et : bonne proposition technique répondant de façon satisfaisante aux besoins.
- La notation se fera par nombre entier et application du % de pondération.

La note globale de la valeur technique est obtenue par addition des valeurs de chaque item.

7.3. Attribution de l'accord-cadre

Le lot de l'accord-cadre sera attribué au(x) candidat(s) dont les offres se révéleront économiquement les plus avantageuses, compte tenu des critères pondérés énoncés à l'article 7.2 ci-dessus.

Chaque attributaire du marché sera invité à fournir les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente (cf. article R.2144-7 du code de la commande publique).

Si le candidat retenu ne peut produire dans le délai fixé par le courrier lesdites attestations et certificats, son offre est rejetée. Une demande identique sera alors adressée, dans les mêmes conditions, à l'opérateur économique suivant dans le classement des offres.

L'ONF pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

8. TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

Conformément à l'article R.2152-3 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'ONF pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts de l'accord-cadre. Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, il pourra être rejeté.

9. PIECES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE

Les pièces à remettre sont :

➤ Quand le cocontractant est établi en FRANCE

1° Un certificat de régularité fiscale à jour au 31 décembre de l'année n-1 ;

2° Un certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont le pouvoir adjudicateur s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, puis tous les six mois jusqu'à la fin du marché ;

3° La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail.

Le pouvoir adjudicateur se fait ensuite remettre le document à jour tous les six mois jusqu'à la fin du marché.

➤ Quand le cocontractant est établi à l'étranger

1° - Un certificat de régularité fiscale à jour au 31 décembre de l'année n-1 ;

2° **Dans tous les cas**, les documents suivants :

a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts.

Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

b) Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, le pouvoir adjudicateur doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.

Puis le pouvoir adjudicateur se fait remettre le document à jour, tous les six mois jusqu'à la fin du marché.

3° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

10. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif, juridique ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de réception des offres.

Les renseignements complémentaires éventuels sur le dossier de consultation seront communiqués par l'ONF 8 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Si la nature des renseignements l'exige, une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

11. DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES

L'ONF se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, en les portant à la connaissance des candidats, le cas échéant par avis de publicité modificatif, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'ONF, du dossier modifié aux candidats ayant retiré le dossier initial ou, lorsqu'un avis modificatif est publié, à compter de la date d'envoi de cet avis à la publication.